

L'Algérie à la recherche d'une diplomatie égarée

Kader A. Abderrahim

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 95 À 106

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0095

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-95?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Algérie à la recherche d'une diplomatie égarée

Par **Kader A. Abderrahim**

Kader A. Abderrahim, maître de conférences à Sciences Po, a notamment publié *Géopolitique de l'Algérie*, Paris, BiblioMonde, 2020.

Hier phare du tiers-monde, la diplomatie algérienne connaît une éclipse depuis la fin des années 1980. En dépit des efforts des débuts de la présidence Bouteflika, Alger s'est marginalisée face aux désordres de la région : Sahara occidental, printemps arabes, instabilité tunisienne, anarchie libyenne, déstabilisation du Sahel. L'Algérie amorce un réengagement régional mais, au-delà, le rapprochement vis-à-vis des États-Unis et de l'Union européenne reste ambigu, et la carte chinoise ambivalente.

politique étrangère

Dans le bilan sans concession que dressent les Algériens de l'évolution de leur pays sur les vingt dernières années – et plus précisément depuis l'accession de Bouteflika à la présidence –, l'éclipse de la diplomatie algérienne est un sujet passionnel et récurrent. De fait, ce thème pèse parmi les arguments cités pour convaincre l'observateur extérieur de la gravité, de l'importance, de la crise politique mais aussi de la régression d'une nation qui offrait tellement de promesses, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, au lendemain de son indépendance, le 5 juillet 1962.

Ajoutées aux affres de la décennie noire (1992-1998) et de son cortège de violences infligées à l'ensemble de la société, des phrases comme « nous avons perdu toute influence dans le monde », « nous ne pesons plus grand-chose », ou encore « qui fait attention à ce que dit l'Algérie ? » témoignent d'une blessure d'orgueil et d'une lucidité teintée de réalisme impuissant autour de la disparition de ce qui est considéré outre-Méditerranée comme l'âge d'or de la diplomatie algérienne : les années 1960-1970.

L'élan brisé et les premiers signes de déclin

La disparition du ministre algérien des Affaires étrangères Mohamed Seddik Benyahia le 3 mai 1982, alors qu'il tentait une mission de conciliation entre l'Irak et l'Iran, a symbolisé une perte d'influence diplomatique. Il avait été l'un des artisans d'un succès majeur de la diplomatie algérienne : la libération des ressortissants américains pris en otages dans leur ambassade à Téhéran, avec les Accords d'Alger de janvier 1981. Sa disparition brutale, encore aujourd'hui inexpliquée, amorce le retrait progressif de l'Algérie des questions touchant aux conflits du Proche-Orient. Un retrait qui ne touche cependant pas les services secrets algériens dans la région, notamment au Liban où leur présence sera fort utile à la France durant la crise des otages du milieu des années 1980.

Le repli diplomatique va encore s'accroître au cours de la période 1988-2000. Isolé, confronté à de graves problèmes de sécurité mais aussi financiers (le pays frôle la cessation de paiements en 1994), le régime algérien n'a plus le temps, ni les moyens, de s'intéresser aux affaires du monde, comme en témoigne par exemple sa totale absence durant le conflit de l'ex-Yougoslavie.

Dans les années 1990, l'objectif prioritaire de la diplomatie algérienne est d'éviter l'isolement définitif du pays. Il s'agit alors de faire accepter par les grandes capitales la décision d'interrompre le processus électoral du 26 décembre 1991, qui avait vu la victoire du Front islamique du salut (FIS). De même, il faut empêcher l'Organisation des Nations unies (ONU) et certains États de s'intéresser de trop près aux dérives de la lutte contre les groupes islamistes armés. Partout, le message porté par les diplomates algériens est le même : il s'agit là d'affaires intérieures et nul ne doit s'en mêler. Mieux, il faut également convaincre l'Occident et les pays arabes qu'il ne saurait y avoir de solution viable avec l'intégration dans le jeu politique des islamistes du FIS (parti dissous en mars 1992). Le propos est clair : c'est « Nous [le régime] ou le chaos ». Cette dialectique sera entendue, en dépit des multiples réserves exprimées en Europe ou aux États-Unis.

On relèvera que c'est durant ces années terribles (la décennie noire des années 1990) que le Maroc a pu rééquilibrer le rapport de force diplomatique en sa faveur. Moins courtisés par une diplomatie algérienne empêtrée dans ses problèmes internes, nombre de pays africains choisissent alors de rompre les ponts avec le Front Polisario et la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Cet opportunisme n'est pas près d'être oublié en Algérie. Il explique pourquoi, aujourd'hui encore, la question

du Sahara est loin d'être réglée, contrairement aux espoirs de ceux qui attendaient de Bouteflika qu'il trouve enfin une solution avec le royaume chérifien.

Bouteflika : une tentative de restauration du prestige algérien

Ce n'est qu'en prenant la mesure du rôle qu'a joué la diplomatie algérienne de 1962 à 1976, puis de son retrait progressif du milieu des années 1980 à la fin des années 1990, que l'on peut comprendre l'action diplomatique du président Bouteflika au lendemain de sa première élection, en avril 1999.

Une précision s'impose d'entrée : depuis 1999, le président algérien est le seul véritable « patron » de la diplomatie algérienne, les ministres successifs des Affaires étrangères ne disposant que d'une maigre marge de manœuvre. À peine élu, Abdelaziz Bouteflika a mis en branle une action diplomatique qu'il a lui-même conduite sur le plan international, négligeant les questions intérieures alors même que la société algérienne se remettait juste de la décennie noire. Au début des années 2000, le président algérien affirme à ses proches qu'il a pour objectif prioritaire de redonner sa place à l'Algérie. Cet objectif est pour lui tout aussi important que la conclusion de la « Concorde civile », qui a progressivement permis le retour au calme, sans que l'on puisse pour autant parler d'un retour à la paix, dans la mesure où les responsabilités des exactions commises contre les civils dans les années 1990 n'ont pas fait l'objet d'investigations, ni de poursuites judiciaires.

Constatant le repli de son pays sur la scène internationale durant la guerre menée par l'État contre les groupes islamistes armés, et le ressentiment de nombreux Algériens à l'égard des pays occidentaux (durcissement des conditions d'octroi des visas, fermetures d'ambassades, interruption des liaisons aériennes...), Bouteflika se lance dès l'automne 1999 dans un programme soutenu de déplacements à l'étranger et de visites d'État. Durant ces voyages, il n'a cessé de réaffirmer que la crise est terminée et que l'Algérie, toujours debout, entend repartir de l'avant. Ce faisant, il écarte le risque d'une prise en compte par la justice internationale des accusations portées à l'encontre de l'armée algérienne autour des disparitions et massacres de civils.

L'amélioration de l'image de l'Algérie est une des réussites à porter au crédit du premier mandat d'Abdelaziz Bouteflika. Avec le temps, grâce au retour progressif à la paix civile et à une situation financière améliorée, Alger redevient audible sur la scène internationale. Le président algérien

est l'invité des grandes nations comme des petites, et l'image d'un pays enfin sorti du cauchemar s'impose, largement relayée par les médias internationaux. Dès lors, Bouteflika décide qu'il est temps de lancer le second étage de la fusée. L'Algérie n'a pas seulement à restaurer son image ; il faut encore qu'elle joue à nouveau un rôle d'envergure sur le continent africain. Pour cette raison, le gouvernement algérien s'implique dans le projet du Nouveau partenariat pour le développement économique de l'Afrique (NEPAD), lancé à Lusaka en juillet 2001.

Enfin, troisième étage de la fusée, Bouteflika entend renouer avec la diplomatie des bons offices. Il a notamment obtenu que l'Érythrée et l'Éthiopie signent un accord de paix à Alger le 12 décembre 2000. À l'issue du règlement de ce conflit, nombre d'observateurs estimaient même que le président algérien pourrait obtenir le prix Nobel de la paix – d'autant qu'il avait aussi œuvré au rétablissement de la paix dans son propre pays.

Dans les commentaires des experts, le terme d'« incertitude » revient pourtant comme un *leitmotiv*. En définitive, la diplomatie algérienne est à l'image de la situation du pays : instable. La visite d'État du président algérien en France au printemps 2009 fut une occasion manquée de relancer la relation bilatérale. L'objectif du voyage était aussi d'envoyer un message à destination d'un Maroc qui n'en finit pas de réclamer l'ouverture de la frontière terrestre entre les deux pays. Cette ouverture, espérée par Rabat et attendue par les Algériens, aurait pu déboucher sur un règlement négocié de la question du Sahara et sur une relance de la construction maghrébine : un chantier diplomatique d'envergure, en jachère depuis la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) en février 1989.

Cette perception tenace d'incertitude ne relève pas seulement de la nostalgie d'une Algérie qui sut être un havre sur le plan sécuritaire. Il faut garder en mémoire le rôle joué par la diplomatie algérienne alors que Houari Boumédiène était au pouvoir (1965-1978), et même dans les premiers temps de la présidence de Chadli Bendjedid (1979-1992). Très active et engagée auprès de plusieurs pays arabes et africains, la diplomatie fut une des marques de fabrique de l'Algérie indépendante, qui faisait de la révolution (*al-thawra*) le fondement de son action internationale. Une révolution pour chasser le colonisateur français mais aussi pour édifier un pays moderne, nationaliser ses ressources agricoles et en hydrocarbures, enfin pour exprimer sa solidarité avec les « damnés de la terre » qui en appelaient au soutien d'un pays frère auréolé du prestige de la guerre d'Indépendance.

En son temps, le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella (1963-1965), fit tout pour porter à l'étranger la bonne parole de son pays. Reposant déjà sur les épaules d'Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères, l'action extérieure de l'Algérie était motivée par la volonté d'imposer le pays comme interlocuteur incontournable des grandes puissances sur les questions maghrébines, mais aussi africaines. Cette diplomatie – qui avait fait ses premières armes avant même l'indépendance, alors qu'il s'agissait d'œuvrer à l'isolement de la France, y compris dans le camp occidental – a très vite été confrontée au défi marocain pour le leadership du Maghreb, un défi toujours d'actualité. Après la Guerre des sables (octobre-novembre 1963), qui opposa les armées algérienne et marocaine pour un différend frontalier au sujet de Tindouf, il était urgent pour les autorités algériennes de convaincre la communauté internationale que le Maroc était l'agresseur. Diplomates algériens et marocains rivalisèrent alors dans leurs tentatives de se concilier des alliés, dans le camp arabe mais plus largement parmi les pays musulmans, voire même les non-alignés vis-à-vis desquels le royaume chérifien s'était toujours montré méfiant.

Les printemps arabes : une douloureuse surprise

Depuis la décolonisation, les leaders du Maghreb – fort différents les uns des autres – s'accordaient globalement sur une « démocratie relative », sur une lutte acharnée contre les islamistes et sur une confortable exploitation des richesses de leurs pays respectifs. L'effondrement brutal en Tunisie du régime de Ben Ali, puis de celui de Moubarak, puis de Kadhafi, plongea l'Algérie dans la sidération. Le mouvement toucha bien le pays mais, après quelques embrasements limités, l'ingénierie sécuritaire algérienne réussit à canaliser la *protesta*. La redistribution de la rente permit au régime de réguler la contestation.

Une fois passé le choc des soulèvements populaires dans le monde arabe, le gouvernement algérien ne manqua pas de fustiger les « aventures » politiques issues du désordre. C'est pourquoi la diplomatie algérienne prit fait et cause en faveur du régime syrien de Bachar Al-Assad, confronté lui aussi à une révolte, puis à une révolution. Pour les dirigeants algériens, Al-Assad et son régime constituaient un rempart contre l'effondrement du Proche et Moyen-Orient, et sa prise de contrôle par Daech. Pour les mêmes raisons, l'Algérie a approuvé la chute des Frères musulmans égyptiens et l'avènement de la nouvelle république du maréchal Al-Sissi. À ce jour, cette position n'a pas varié d'un iota.

Les relations avec les États-Unis : de la confrontation à l'ennemi commun

La relation entre l'Algérie et les États-Unis est et demeure ambiguë. Les Américains ont favorablement accueilli la naissance du nouvel État à son indépendance. Cependant, durant la guerre froide, le choix de Boumédiène de se rapprocher de l'Union soviétique poussa les dirigeants américains à classer l'Algérie nouvelle dans l'autre camp, en dépit de son non-alignement officiel. La guerre des Six Jours entre Israël et les pays arabes en 1967 entraîna même la rupture unilatérale des relations diplomatiques du fait d'Alger. Le contentieux fut aggravé par l'accueil d'opposants de tous types, y compris terroristes (Cubains, Carlos, activistes afro-américains, etc.), dans la « Mecque des révolutionnaires » – ou « Second Cuba ».

Avec l'arrivée de Chadli Bendjedid à la présidence, forte de sa relative neutralité, Alger se lança dans une politique de bons offices, et joua notamment un rôle dans la libération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran. La relation bilatérale est néanmoins restée plombée dans la durée par le dossier du Sahara occidental, Washington soutenant le royaume chérifien dans sa lutte contre les Sahraouis. Les efforts de l'ancien secrétaire d'État américain James Baker, en faveur d'un règlement pacifique du conflit dans un cadre onusien, ne réussirent pas à lever les préventions algériennes.

Qui plus est, la première partie de la décennie noire fut marquée par les suspicions du gouvernement algérien à l'égard des États-Unis, qui avaient commencé à nouer un dialogue politique discret mais réel avec le FIS. Le vrai changement se produisit lorsque les Américains devinrent la cible d'Al-Qaïda. À compter de 1998, et surtout après les attentats du 11 septembre 2001, les bouleversements du contexte géopolitique permirent au régime algérien de se repositionner et de tirer profit des recompositions politiques en cours. Le nouveau positionnement de Washington vis-à-vis de l'Algérie fut réaffirmé lors d'une visite du président Bouteflika en novembre 2001. La lune de miel se concrétisa avec des échanges de renseignements et un soutien à la mise en œuvre d'un Comité opérationnel conjoint des chefs d'état-major à Tamanrasset, chargé de coordonner la lutte contre les terroristes du Sahel. L'Algérie adhéra également au Partenariat transsaharien pour la lutte contre le terrorisme.

La participation algérienne au Dialogue méditerranéen de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord peut aussi être lue comme une façon

de poursuivre le dialogue avec les États-Unis. Certains observateurs attribuent le rapprochement entre les deux pays à une certaine perte de centralité de la puissance américaine, et pour l'Algérie à la nécessité de diversifier ses partenariats militaires.

Algérie-Union européenne : une méfiance jamais démentie

Les relations entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) ont toujours été « sensibles ». Si Alger a bien vu l'intérêt d'une coopération économique avec l'UE, elle a toujours ressenti une profonde méfiance vis-à-vis du caractère intrusif de cette dernière, notamment dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme. De plus, la démarche profondément libérale qui présidait au Partenariat euro-méditerranéen issu de la déclaration de Barcelone (1995) – auquel adhéra pourtant l'Algérie – ne convenait pas vraiment à un modèle économique arc-bouté sur l'économie de rente et les privilèges.

Alger s'engagea donc dans sa relation avec l'Europe à petits pas et avec suspicion. Par ailleurs, la guerre des années 1990 fut un temps de confrontation directe avec l'UE, les entités européennes – notamment le Parlement européen – s'indignant du sort des prisonniers politiques et des disparus. Alger prit très mal ces remarques, perçues comme une immixtion dans ses affaires intérieures. Depuis, les relations sont restées hésitantes. L'Algérie a accepté d'adhérer – sans enthousiasme – à l'Union pour la Méditerranée. Dans le cadre de la Politique européenne de voisinage, le pays est bien entré dans le processus de contractualisation des plans d'action bilatéraux en septembre 2005 mais a ensuite gelé les négociations, considérant l'adoption du plan d'action comme prématurée.

Finalement, c'est dans une coopération plus informelle que l'Algérie trouve sa voie. À preuve, le succès confirmé du processus « 5 + 5 », qui réunit pays du Maghreb et pays européens de la Méditerranée occidentale dans un cadre de coopération non contraignant, fait d'échanges de bonnes pratiques, y compris dans le domaine de la défense.

Sahara : *statu quo*...

La récupération unilatérale du Sahara – colonie espagnole – par le Maroc en 1975 fut, après une brève période d'atemoiement, contestée par l'Algérie. Elle apporta son soutien au Front Polisario puis à la RASD, son gouvernement provisoire dont le siège se situe en territoire algérien, à Tindouf. Après de violents combats, le Maroc est parvenu à contrôler 80 % du territoire contesté et a investi des sommes considérables dans le développement des « provinces du Sud ». Un processus de négociation

est ouvert depuis 1991, en vue de l'organisation d'un référendum piloté par les Nations unies. Aucun accord n'a été trouvé à ce jour.

Si, pour le Maroc, le Sahara n'est pas négociable, il ne l'est pas non plus pour le régime algérien, qui a érigé le problème en dogme. À Alger, la question sahraouie constitue un enjeu de pouvoir ; au Maroc, il s'agit d'une question d'identité. À son arrivée à la présidence en 1999, Bouteflika avait laissé entendre qu'il était peut-être temps de faire évoluer le dossier. En août de la même année, le général Khaled Nezzar, alors chef d'état-major, siégeait au premier rang de la réunion du Front Polisario à Tindouf. La leçon fut entendue par Bouteflika, qui adopta dès lors une position radicale. Cette centralité du problème Polisario dans le débat politique algérien rend toute évolution impossible dans le contexte d'une Algérie qui n'est pas parvenue à opérer une mue géostratégique lui permettant de s'inscrire dans la géographie de nouveaux rapports de force.

Médiations et multilatéralisme constitutionnel

Le multilatéralisme a aussi constitué un marqueur algérien. L'Algérie a participé à la création de l'Organisation de l'unité africaine, devenue Union africaine, dont elle abrite le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme. Elle a souscrit à la création de l'UMA en 1989 (au point mort) et a participé à la création du NEPAD avec l'Afrique du Sud et le Nigeria.

À l'été 2012, forte de ces expériences, Alger invitait au dialogue des envoyés d'Ansar Eddine, du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et même du Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest – sans succès. Le 1^{er} mars 2015, un accord de paix (encore un) était pourtant signé avec la Coordination des mouvements de l'Azawad (MNLA, Haut conseil pour l'unité de l'Azawad et CUA), sous l'autorité du ministre des Affaires étrangères algérien Ramtane Lamamra. L'accord fut finalement paraphé le 14 mai 2015 par des membres des organisations touarègues non présents en Algérie...

Le mur des principes s'effrite : depuis le changement de régime en Tunisie, l'Algérie, avec l'accord de Tunis, agit militairement des deux côtés de la frontière, autour des monts du Chaambi. Les actions algériennes sur le territoire tunisien sont très fréquentes et la présence algérienne massive.

L'attaque du site gazier d'In Amenas, du 16 au 19 janvier 2013, par une katiba de Mokhtar Belmokhtar venue de Libye, et la mort consécutive de 37 travailleurs algériens et étrangers, mit en évidence la faiblesse

du dispositif algérien de sécurisation de la frontière est. Difficultés tunisiennes, effondrement libyen, déstabilisation de la zone sahélienne : tout devrait conduire l'Algérie à faire évoluer ses principes stratégiques. Le temps est clairement venu d'intervenir de l'autre côté de ses frontières pour faire face au dehors à un ennemi déjà présent à l'intérieur.

Le système algérien est fondé sur des rapports de forces et d'équilibres entre l'intérieur et l'extérieur. Aujourd'hui, le déséquilibre pèse surtout à l'extérieur. Alger hésite encore, mais c'est à une révision globale que devra s'astreindre la politique étrangère algérienne. En l'espace de quelques années, la mondialisation a fait son œuvre, l'État-nation ancien est remis en cause. Rien ne dit qu'il sera possible de restaurer la Libye, la Syrie ou l'Irak du passé. Quel sera le sort des pays du Sahel, à la taille gigantesque et aux gouvernements faibles et contestés ? L'ONU et les grandes puissances sont sur la sellette. L'après-pétrole a commencé, et la rente s'effrite.

Alger se résout à intervenir hors de ses frontières

L'Algérie se trouve ainsi à la croisée des chemins. Les réflexions entendues et lues à Alger, sur la conservation des principes ou l'accusation de se conduire en « supplétif de la France », montrent surtout qu'un certain nombre de commentateurs vivent encore sur les schémas d'un passé révolu. Si l'Algérie ne veut pas un jour rejoindre la longue liste des États faillis, elle va devoir se livrer à l'examen, puis à une révision profonde, de sa doctrine stratégique. Où se jouent désormais la sécurité et le développement, avec quoi, avec qui ? La dimension africaine est de toute évidence fondamentale. Mais si l'ouverture à la Bouteflika a favorisé une forte internationalisation, et pu donner l'illusion d'un dialogue égalitaire avec les BRICS (le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), l'Algérie va devoir se recentrer sur son espace périphérique. Et le lien avec la France en fait partie.

La symbolique de la grande stratégie chinoise

Les relations entre Alger et Pékin s'inscrivent dans la dynamique générale de l'expansion économique chinoise en Afrique, et en épousent les principales caractéristiques. La Chine pénètre les marchés africains par sa capacité à répondre aux besoins immédiats de ces pays et sa contribution à la croissance de leur produit intérieur brut. En contrepartie, au Maghreb (comme en Afrique), elle est attirée par un marché régional de 150 millions de consommateurs et à la recherche de fournisseurs pour son approvisionnement en matières premières, énergétiques et minières.

La stratégie chinoise, en Afrique comme au Maghreb, consiste à investir les pays ou secteurs délaissés par les Occidentaux – du fait d’une faible rentabilité, de l’insécurité, du mauvais climat des affaires ou des conflits géopolitiques. La crise financière accentue cette tendance, en tarissant les flux d’investissements directs venant du Nord, alors même que la présence chinoise constitue un facteur de résilience.

L’Algérie tient à garder une attitude équilibrée vis-à-vis de la Chine. Du point de vue des échanges économiques, sa stratégie est soumise à deux logiques contradictoires. D’un côté, elle tend à confiner la présence chinoise à des domaines ne concurrençant pas ses partenaires traditionnels en limitant les importations à des produits bon marché et bas de gamme, visant la consommation populaire, et en cantonnant les entreprises au secteur de la construction. De l’autre, elle est tentée de s’appuyer sur les performances chinoises pour donner une impulsion à sa propre croissance, en s’ouvrant à des produits et coopérations dans des domaines technologiquement plus sophistiqués.

La force de la Chine et de ses dirigeants est d’avoir une stratégie de long terme, à trente ans au moins, rendue possible par la stabilité du régime et des institutions, une forme naturelle de patience stratégique et de prudence, et surtout par l’image de durabilité d’un pouvoir en place

Quel rôle pour la Chine dans la relance de la croissance ?

qui n’a pas d’échéances électorales ouvertes à horizon visible. Dès 2019, le président Xi Jinping a clairement énoncé son objectif : la Chine devra être devenue la première puissance mondiale en 2049, pour le centième anniversaire de la République populaire communiste. Pour l’atteindre, les dirigeants chinois savent qu’il leur faut d’abord répondre aux aspirations de base d’une population de 1,4 milliard d’habitants : nourriture, toit et emploi pour chacun, avec un niveau de vie suffisant pour pouvoir consommer dans un environnement vivable qui ne soit pas trop pollué.

La Chine est devenue au fil des décennies l’usine du monde, même si ce rôle lui échappe progressivement. Ses dirigeants savent aussi que leur pays vieillit et qu’il est tiraillé par des forces séparatistes, comme la volonté de ses mégapoles devenues riches de gagner en autonomie. Ils misent donc sur un parti unique fort, jouant à la fois le rôle d’ascenseur social et d’outil coercitif pour préserver la cohésion nationale. C’est la raison pour laquelle la question de Taïwan reste sans doute la plus cruciale pour les dirigeants chinois qui ne toléreront pas de voir l’île déclarer son indépendance. De ce point de vue global, le concept des Nouvelles routes de la soie, terrestres et maritimes, sert à la fois à pénétrer

les marchés d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe orientale, tout en étouffant progressivement le rival régional indien.

Le Moyen-Orient et le bassin méditerranéen représentent donc pour la Chine un réservoir d'énergie qui alimente la moitié de sa consommation pétrolière. C'est aussi un carrefour stratégique qui lui permet de poursuivre son expansion économique et politique en direction de l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. Pour la seule sécurisation de ses approvisionnements en hydrocarbures, la Chine devra sans doute demain s'engager davantage au Moyen-Orient.

Sur le plan militaire, au-delà de la croissance spectaculaire de ses forces aériennes et navales, la Chine fait face à un dilemme. Elle veut à tout prix éviter une confrontation majeure avec les États-Unis, l'Inde ou la Russie – tous trois dotés de l'arme nucléaire –, et également éviter une guerre avec le Japon (rival historique) dont elle ne serait pas sûre de sortir vainqueur. Cependant, pour monter en gamme et en crédibilité, mais aussi aguerrir ses combattants, Pékin sait qu'il lui faudra sans doute accepter d'entrer dans des affrontements limités. Ceux-ci pourraient survenir à Taïwan bien sûr, tout comme en Asie du Sud-Est, en mer de Chine et dans l'océan Indien. En attendant, la Chine intègre la menace de la force militaire dans une approche globale qui articule les domaines informationnel, culturel, économique, financier, politique, légal, normatif, écologique, biologique, cyber... Elle cherche en priorité à rattraper son retard technologique, espérant dépasser dans ce domaine les États-Unis. La conquête spatiale représente à cet égard pour elle un champ idéal qui réunit prestige et progrès scientifique.

La désindustrialisation que l'on constate actuellement dans de nombreux pays occidentaux trouverait sa « cause dans le grand bouleversement qui frappe les économies mondiales » – grand bouleversement dont la Chine pourrait être responsable. En dépit de la mondialisation de l'économie, le développement, ou le mal développement, se manifeste en dernière instance là où se trouvent les populations. En ce sens, il ne saurait y avoir de réel développement que local. C'est dans le cadre d'une économie mondialisée que se construit aujourd'hui l'industrialisation des territoires d'une nation. La définition d'une politique industrielle nationale sous ses divers aspects doit donc se donner pour objectif de faire de ses territoires des ensembles attractifs pour les investissements internationaux, de manière à générer de nouveaux flux d'échanges et acquérir de nouveaux savoir-faire... Les choix de politique économique doivent donc être faits pour insérer l'économie des territoires dans l'économie globale.

Dans quelle mesure la présence d'entreprises chinoises en Algérie ou dans les pays africains – très grandes, généralement à capitaux publics et sous la tutelle directe du gouvernement chinois, ou plus petites à capitaux privés et gérées par une diaspora de petits entrepreneurs – initie-t-elle, soutient-elle ou, à l'inverse, contrarie-t-elle une dynamique de croissance qui pourrait fonder une nouvelle industrialisation ? Les dirigeants algériens, qui voient leur influence diplomatique se réduire, tentent de profiter de la présence chinoise pour réindustrialiser le pays sur des bases nouvelles, ne s'embarrassant pas de normes ou de droits et visant directement à l'efficacité et à l'accession au statut de leader continental. La relation privilégiée avec la Chine est ici vue comme un instrument déterminant.

C'est pourtant, sur le fond, une véritable évolution de la nature du régime politique, un vrai renouvellement qui proposerait à la population un projet novateur susceptible de mobiliser les énergies, qui seraient seuls à même de fonder la relance de l'économie et de la diplomatie du pays.



Mots clés

Diplomatie algérienne
Maghreb
Sahel
Chine